

préférence a-t-on accordée à la Grande-Bretagne? Au cas où certains de mes collègues seraient tentés de rétorquer que les importations d'origine américaine comprennent du fer, du coton, de l'huile, de la houille et plusieurs autres denrées admises en franchise, ce qui est exact, je vais indiquer la moyenne des droits imposés sur les marchandises dont l'entrée au pays est grevée d'une taxe. La moyenne des droits perçus sur de telles marchandises américaines a été de 23.4 p. 100 et, sur les marchandises anglaises, de 25.9 p. 100, soit une différence de 10 p. 100 au détriment du Royaume-Uni, comparativement aux Etats-Unis. Plus on pousse cet examen, monsieur l'Orateur, plus la chose paraît déplorable, car j'ai découvert qu'entre 1911 et 1921, alors que les conservateurs étaient au pouvoir, en aucune année la moyenne des droits imposés sur les marchandises en provenance de l'Angleterre n'a été aussi élevée que durant les deux dernières années du régime actuel. Au cours des dix années en question, la moyenne des droits s'est établie entre 15.3 et 19.6 p. 100, sauf en 1915, alors qu'elle a atteint 20 p. 100. Si je rapproche cette proportion de celle des deux dernières années, qui est de 20.6, je me demande comment le Gouvernement peut prétendre avoir beaucoup mieux traité l'Angleterre que les Etats-Unis. Qui est-ce qui a produit cet état de choses? Je l'ignore, tout comme j'ignore si cela est, ou non, prémédité; mais ce que je sais, c'est que chaque fois, ou presque, que le Gouvernement a affaire aux Etats-Unis le premier ministre semble pencher en faveur de ce dernier pays et qu'il entraîne ses collègues avec lui. Ce que j'avance là, je l'ai contrôlé en puisant au rapport de la Statistique pour l'année financière terminée le 31 mars 1929, lequel rapport corrobore en tous points mes avancés.

Nous ne saurions accepter de confiance tout ce que nous dit le ministère relativement aux préférences accordées au Royaume-Uni dans le passé. Nous avons une égale difficulté à croire ce que le Gouvernement nous dit au sujet des préférences futures. Je signifie à mes amis de l'Ouest, qui veulent l'abaissement du tarif et qui ont vu fouler aux pieds leurs aspirations par le Gouvernement actuel, qu'ils seraient bien avisés d'avoir l'œil ouvert s'ils ne veulent pas se faire rouler par le Gouvernement, qui depuis neuf ans n'a cessé de tromper non seulement l'Ouest, mais tout le Dominion. Je regrette que le temps ne me permette pas d'analyser plus avant le budget; car plus on le scrute plus on n'y découvre que déception et hypocrisie. Le présent budget est un mélange bizarre de libre-échange et de protection, de préférence britannique et de préférence américaine, de stabilité douanière et

[L'hon. M. Manion.]

d'imbécillité tarifaire; il est offert au public canadien par le ministre des Finances. Il en sourit et il a bien raison.

L'hon. M. DUNNING: C'est vous qui me faites sourire.

L'hon. M. MANION: Le ministre des Finances offre ce budget au pays comme la panacée contre tous les maux que ce Gouvernement a semés au Canada. Ce budget est offert au pays par un groupe dont l'histoire en matière de tarif, est faite de tricherie et de marchandage politique; par un groupe dont l'ambition en ce moment n'est pas d'aider au public canadien, mais bien de capter les votes des électeurs; par un groupe qui l'an prochain n'hésiterait pas plus à jeter par-dessus bord les articles libre-échangistes ou protectionnistes du tarif qu'il n'a hésité, à la session actuelle, à abandonner tous ses principes, tout son programme du passé; ce budget, monsieur l'Orateur, nous vient d'un groupe dont l'inspiration est si peu canadienne qu'il a mis le Canada dans une situation précaire dont il ne pourra sortir avant de nombreuses années.

On pourrait me demander quel est l'objet d'une salade budgétaire de libre-échange et de protection comme l'est celle-ci. Va sans dire que cet objet est d'ordre politique. C'est un bouclier à deux faces nettement distinctes: l'une, protectionniste, pour l'Est, et l'autre, libre-échangiste, pour l'Ouest; et sans doute glisse-t-on dans l'oreille des candidats l'avertissement de ne pas révéler les deux côtés du programme dans une même région pendant la campagne. En un mot l'objet du présent budget est de capter le suffrage et du protectionniste et du libre-échangiste en trompant l'un et en trahissant l'autre. Faut-il s'étonner alors si le ministre de la Justice ait dit dans son discours de Woodstock l'autre jour:

Ce n'est pas un budget pour l'Est, ni un budget pour l'Ouest; ce n'est pas le budget du cultivateur, ni du manufacturier ni de l'ouvrier.

Naturellement, il n'est rien de tout cela: c'est un budget électoral, voilà.

Le public canadien en a assez d'un Gouvernement qui n'a pas su gouverner, d'un Gouvernement sans programme, d'un Gouvernement qui a manqué d'initiative, comme de franchise, de courage et d'esprit vraiment canadien. Notre population est fatiguée d'un ministère qui n'est,—le présent budget en fait foi,—qu'une "hypocrisie organisée". Les Canadiens ne veulent plus d'un Gouvernement qui, après neuf ans d'administration, laisse notre pays dans un marasme sans précédent dans nos annales. Plus tôt le Canada sera débarrassé d'un Gouvernement qui a privé d'emploi et de salaire les pères, les fils, les frères et les maris